

Quelle crise, quels défis, quelles alternatives ?

Paul Boccara

Face à la crise financière en cours si importante, le défi à gauche, c'est de faire des propositions à la fois fondées objectivement, sur des analyses en profondeur, suffisamment précises pour être opérationnelles et audacieuses mais aussi populaires pour des campagnes politiques et des luttes rassembleuses. Le Parti communiste doit pouvoir contribuer à cette double exigence.

De même, les économistes et spécialistes hétérodoxes devraient pouvoir s'écouter. Parmi eux, il y a bien sûr les économistes marxistes du PCF, ouverts, à l'instar de Marx, à toute la culture économique et sociale de leur époque, tandis que nous sommes tous post-keynésiens, comme disait Samuelson.

Il s'agit de se rapprocher à gauche, non sur un plus petit commun dénominateur qui ne ferait pas le poids, mais sur des idées et des mesures audacieuses, réalistes et cohérentes ainsi que dans les actions sur le terrain.



Premier point : crise du libéralisme et de la finance dérégulée ou aussi crise du capitalisme mondialisé et exacerbé ?

Bien sûr qu'il y a une crise du libéralisme et de la finance dérégulée. Mais, il y a bien plus: la manifestation de la crise systémique du capitalisme mondialisé et de sa maturation récente. Si le système est devenu « fou », ce n'est pas parce qu'il aurait dévié d'un capitalisme « normal » et « sain », comme le prétend Nicolas Sarkozy.

Il est devenu fou parce que sa logique de rentabilité financière est poussée à son paroxysme.

Et on ne peut revenir en arrière vers le capitalisme de grand papa. Car les transformations très profondes, qui ont exacerbé le système capitaliste, sont irréversibles. Mais il serait possible d'aller au-delà.

Il s'agit de la révolution technologique informationnelle avec les ordinateurs, de la prédominance des informations comme les recherches par rapport aux machines. Or les recherches, à l'opposé des machines, peuvent être partagées jusqu'à l'échelle mondiale. Et ces partages mondialisés ont été utilisés par les multinationales pour leur expansion formidable avec les privatisations, car elles peuvent partager à l'échelle du monde, à l'opposé d'une entreprise purement nationale.

Elles ont développé leurs surprofits et leurs rivalités, avec la productivité relevée considérablement et la mise en concurrence des salariés du monde entier.

Elles ont contribué à pousser les déréglementations de tous les marchés et la domination des marchés financiers qui ont explosé.

Il s'agit aussi des débuts de la révolution monétaire, de décrochage de la monnaie par rapport à l'or, une des bases de l'expansion folle du dollar et de la spéculation pour faire encore plus de profits.

Il s'agit encore de la révolution écologique avec les pollutions exacerbées, poussées par la rentabilité financière et son irresponsabilité sociale.

La spéculation et la crise financière formidable de 2007-2008 expriment l'exacerbation du système capitaliste, qui fait prédominer l'accumulation d'argent pour faire plus d'argent, sur la vie des êtres humains, dont il a pourtant besoin. Pour une spéculation, il faut trois éléments, qui ont été énormément accrus.

Ce sont :

- une masse d'argent disponible, et son accroissement formidable avec le début de la révolution monétaire et la création de dollars favorisant d'immenses crédits à bas taux utilisés pour prêter énormément;

- une rentabilité élevée dans la production avec les nouvelles technologies et la mise en concurrence mondiale des salariés, que l'on veut encore dépasser pour les sommes disponibles ;

- une demande de produits, renvoyant aux besoins populaires considérables de logements, avec l'insuffisance du logement social.

Mais de même que dans le capitalisme, on recherche à faire pression sur les salaires des travailleurs exploités pour la rentabilité, alors qu'on a besoin des salariés pour consommer, d'où les surproductions ; de même, pour la crise financière, la demande populaire de logement, attirée par la facilité d'énormes endettements, s'est heurtée, tandis que les taux d'intérêt étaient relevés, à l'insuffisance des revenus salariés. Ce qui a empêché le remboursement des dettes. On ne se contente pas de faire pression sur les salaires des travailleurs

pour la rentabilité. On utilise massivement les salaires eux-mêmes de millions de consommateurs pour pousser les endettements pour la rentabilité des banques. Et cela a été exacerbé par la titrisation des créances, dont les titres ont été revendus à des banques et fonds, bien au-delà des États-Unis. Ce qui a permis de relancer encore monstrueusement les montagnes de crédit. Avec le non remboursement des dettes, sont intervenues les pertes colossales des banques. D'où leurs difficultés à se refinancer contre des titres pourris, les effondrements des actions bancaires et des banques ne pouvant faire face à leurs engagements. D'où les restrictions des crédits à l'économie.

Deuxième point : quels défis des idées et des pratiques de remontée des interventions publiques et de l'État ?

La mise en avant des interventions des États et de la régulation des marchés manifeste un nouveau climat, qui pourrait être favorable à des propositions de transformations profondes pour maîtriser les marchés. C'est un virage historique.

Mais une intervention plus grande des États, de meilleurs contrôles, davantage de régulation et même des masses de fonds publics mobilisés, qui, elles, peuvent consolider les banques, ne suffiront pas à sortir durablement des difficultés. Celles-ci vont ressurgir si on garde les mêmes critères de crédit, si l'on ne s'en prend pas aux règles fondamentales du système. La gauche devrait aller au-delà de l'alternative traditionnelle marché-État, avec des transformations radicales, si l'on voulait définitivement sortir de la crise systémique et de ses explosions de difficultés récurrentes et grandissantes.

Côté État, il s'agit d'aller au-delà des parlottes sur la démocratie participative, pour de nouveaux pouvoirs de contrôle et d'intervention des travailleurs et des citoyens depuis les entreprises, les services publics et leurs gestions, en liaison avec d'autres critères de crédit.

Côté marché, il faut les maîtriser, par des avancées radicales de partage et de services publics novateurs. Pour le marché du travail, il ne s'agit pas seulement de relèvement des salaires mais, corrélativement d'une sécurisation de l'emploi et de la formation, avec une autre organisation du travail. Pour le marché des productions, il s'agit de l'avancée de nouveaux critères de gestion et des appropriations sociales des entreprises. Tout cela, en relation avec la maîtrise sociale des marchés monétaires et financiers, avec d'autres critères d'attribution des crédits et de la création monétaire.

Troisième point : quelle appréciation et quels défis des mesures de N. Sarkozy, des dirigeants européens, américains et autres ?

Il ne faut pas sous-estimer les craintes des milieux dirigeants, même s'ils se veulent rassurants, ni l'ampleur quantitative et qualitative des mesures prises.

Les masses de fonds très considérables mobilisées vont de pair avec des mesures immédiatement structurelles et la création de nouvelles institutions.

On ne peut être en retard sur cela dans les propositions alternatives, avec des conceptions correspondant à des temps tranquilles, comme celle séparant mesures urgentes et réformes de fond.

On a prévu au moins 700 milliards de dollars aux États-Unis puis, en outre, des aides à de grandes banques, et au moins 1 700 milliards d'euros dans l'Union européenne, dont

360 milliards en France. Au Royaume-Uni, des banques ont été nationalisées, en Allemagne et aux États-Unis, des prises de participations publiques ont eu lieu dans des banques. En France, a été créée une « Société de prise de participation de l'État », pour des apports de capitaux publics aux banques, mais ponctuellement, de façon partielle et temporaire, sans pouvoirs de gestion et sans nouveaux critères de crédit. Pas non plus de nouveaux critères pour la « Société de refinancement des activités des établissements de crédit » appelée encore « Société de financement de l'économie française », pour apporter des liquidités aux banques, avec des prêts de la Caisse des dépôts et des fonds empruntés sur le marché obligataire avec la garantie de l'État, tandis que l'État y est minoritaire aux côtés des banques.

Il y a enfin la mise en place en France d'un Fonds souverain, le « Fonds stratégique d'investissement », pour des prises de participation contre des soutiens d'entreprises stratégiques, détenu par la Caisse des dépôts et par l'État, à partir d'apports de participations publiques existantes et de levées sur les marchés, mais sans critères de gestion alternative, d'efficacité sociale.

Les principales critiques sont de deux sortes :

1) On ne peut se contenter de boucher en catastrophe et de façon provisoire les trous qui se multiplient, sans remettre en cause toute la construction bancaire dans un plan d'ensemble audacieux, concerté avec les travailleurs et leurs syndicats, les citoyens et les partis, pour des transformations systémiques d'ensemble.

2) On ne peut utiliser des fonds publics mobilisés et des institutions créées, en gardant les mêmes critères fondamentaux du crédit, ou des fonds qu'il faudrait changer radicalement.

Quatrième point : des critères précis, utilisables pour un nouveau crédit bancaire, à l'opposé de phrases vagues à gauche.

Il faut sortir des phrases vagues, sous prétexte de faire populaire, sans laisser les propositions techniques aux banquiers ou au gouvernement. Mais faisons l'effort de rendre populaires les propositions techniques indispensables pour une maîtrise sociale du crédit.

Demander un crédit pour « le réel » au lieu du « financier », en faisant écho à Sarkozy qui oppose le capitalisme d'entrepreneurs au capitalisme financier, ne suffit pas du tout. Dire : un crédit pour des « investissements utiles » ou pour « les besoins sociaux », ne définit aucun critère applicable à des opérations bancaires. Le crédit, ce sont des critères techniques rigoureux, qu'il faut rendre populaires.

Nous proposons : un crédit sélectif à moyen et long terme, pour les investissements réels, matériels et de recherche-développement, avec des taux d'intérêt très bas, jusqu'à zéro et même négatifs, (c'est-à-dire une diminution des remboursements).

Mais surtout, les taux d'intérêt seraient d'autant plus abaissés que seraient programmés et vérifiés des emplois durables, de qualité, bien rémunérés et de bonnes formations de façon efficace.

De façon efficace, car il ne s'agit pas de gâcher les emplois. Il s'agit aussi d'inciter à des coopérations et à l'avancée des critères de gestion d'efficacité sociale des entreprises, économisant les moyens matériels et financiers ainsi que tous les coûts, en développant les travailleurs, leurs capacités et leurs interventions avec de nouveaux pouvoirs. Au contraire, les taux d'intérêt seraient relevés et d'impor-

tantes réserves obligatoires imposées auprès de la Banque centrale pour les crédits aux placements financiers.

Le changement indispensable de la répartition de la valeur ajoutée entre profits et salaires, en faveur des seconds passe par d'autres conditions du crédit, de la production, de la gestion et des financements des entreprises, sans compter la fiscalité.

Nous avons déjà un certain acquis d'idées nouvelles et d'expérimentation, dans le PCF et aussi dans la CGT, sur les interventions des travailleurs dans les gestions, avec des critères de gestion alternatifs d'efficacité sociale. Ce n'est pas du tout une simple réduction des exigences des critères de rentabilité, comme certains peuvent le proposer.

Enfin, on peut imaginer des indicateurs, des instruments d'évaluation, un système de surveillance, ouverts aux interventions des travailleurs, de leurs organisations et à des experts pour contrôler le respect des critères de ces nouveaux crédits et de son utilisation.

Cinquième point : de nouvelles institutions bancaires, monétaires et financières du plan local, au national, à l'européen et au mondial.

En relation avec un nouveau type de crédit, le deuxième pilier fondamental d'une construction alternative concerne ces autres institutions.

1) Au niveau local, nous proposons, ainsi que la CGT, des **Fonds régionaux** pour un autre crédit pour l'emploi et la formation.

Des fonds publics prendraient en charge tout ou partie des intérêts des crédits bancaires, pour des investissements réels, en abaissant les taux d'intérêt jusqu'à zéro et d'autant plus que sont programmés de bons emplois et formations. Et ces Fonds seraient saisis par les travailleurs, à l'appui de leurs contre-propositions pour l'emploi dans les entreprises, pour d'autres relations avec les banques et un contrôle de l'utilisation des profits des entreprises par les remboursements des crédits, pour une croissance riche en emplois.

Certains Fonds, à la demande des communistes, ont été mis en place dans des régions. Mais ils ont distribué des cadeaux au patronat sans conditions rigoureuses et efficaces.

Cette institution de Fonds régionaux, avec des critères sociaux efficaces, pourrait s'effectuer à partir des majorités de gauche qui existent dans la plupart des régions.

2) Au niveau national, nous avons proposé un **Pôle financier public**. Cette proposition est désormais mieux comprise et elle est reprise par bien d'autres, comme la CGT, la gauche du PS, Attac, etc.

Il s'agirait de regrouper la Caisse des dépôts, les Caisses d'épargne, les banques mutualistes, Oséo, la Banque postale etc. Et s'ajouteraient des banques privatisées à nationaliser, pas seulement des banques en difficulté, d'autres stratégiques. Ce pôle pourrait développer le nouveau type de crédit, inciter et encadrer les autres banques restées privées. Le pôle public pourrait inclure un Fonds de prise en charge ou de bonification des intérêts pour un autre crédit.

Ce Fonds pourrait mobiliser les fonds publics considérables gâchés dans les exonérations de cotisations sociales. D'ailleurs, ces exonérations pèsent sur les coûts salariaux, font pression sur tous les salaires, donc la demande et l'emploi. Sur les 27 milliards d'euros de fonds publics annuels pour des exonérations de cotisations sociales, 20 milliards, 5 fois 4 milliards, mobiliseraient, avec

un crédit à 4 %, 500 milliards de crédits à taux zéro, environ le double des investissements matériels ou fixes des entreprises non financières.

3) Au niveau européen. Il s'agit d'abord de la **Banque Centrale Européenne** et de son refinancement des banques. À l'opposé de sa mission primordiale contre l'inflation, qui joue au fond pour un euro élevé, favorisant les exportations de capitaux contre les emplois industriels dans la zone euro, elle devrait avoir une mission emploi primordiale. Elle serait soumise à un contrôle politique, depuis les parlements européen et nationaux, jusqu'aux saisines par les travailleurs à partir de leurs exigences de nouveaux crédits pour leurs contre-propositions dans les entreprises et leur suivi jusqu'au refinancement des banques.

La BCE pourrait jouer un rôle majeur pour les nouveaux types de crédits bancaires.

Il faudrait aussi supprimer le Pacte de stabilité contre les dépenses publiques, les déficits et les dettes des États. Les emprunts publics bien utilisés pourraient contribuer à un autre développement réel et social. Et même les titres d'emprunt public, en étant considérablement accrus au détriment des actions, pourraient participer à une maîtrise du marché financier et même pour reprendre l'expression provocatrice de Keynes à une « euthanasie » graduelle des actionnaires. Il faudrait aussi des nationalisations bancaires concertées dans l'Union Européenne, comme déjà pour Dexia, et des « internationalisations », pour ainsi dire, de certaines banques européennes. On pourrait instituer des coopérations entre pôles publics nationaux, d'autres critères de crédit pour des outils européens communs : les Fonds de garantie publique, les soutiens des crédits inter-bancaires, les garanties des déposants, etc. avec une coopération intime de nouveaux services publics du crédit, pour l'emploi et les services publics.

Et tout cela devrait déboucher sur une action européenne pour une refonte systémique au niveau mondial, en se rapprochant des pays émergents contre l'hégémonie des États-Unis.

4) Au plan mondial, il y a quelque temps que nous demandons un autre FMI et maintenant monte de partout l'idée d'un nouveau Bretton-Woods. Tandis que les appels au FMI montent de certains pays en difficulté suite à la crise financière et économique, les petites facilités de crédit qu'il prévoit ne font pas le poids, face à l'ampleur de la crise économique mondialisée. Alors que le FMI est en crise profonde, nous proposons sa démocratisation radicale. Il ne suffit pas du tout de relever un peu l'importance des voix des pays émergents et en développement. Il s'agit de supprimer le pouvoir de blocage des États-Unis au niveau des votes décisifs réclamant 85 % de voix, quand les États-Unis en ont plus de 17 %.

Nous proposons surtout la création d'une nouvelle monnaie commune mondiale, émancipée du dollar.

C'est possible à partir des Droits de Tirages Spéciaux (DTS) du FMI déjà existants. Ce sont des droits distribués à des banques centrales de tirer des monnaies d'autres banques centrales, sans contrepartie en or comme jadis et non remboursables. C'est l'embryon d'une monnaie commune mondiale.

La croissance immédiate de DTS, puis l'instauration d'une monnaie commune mondiale permettraient le refinancement des banques centrales elles-mêmes, pour un nouveau crédit aux investissements réels en faveur de l'emploi et de l'expansion des services publics.

Et cela contribuerait à l'instauration de services et biens communs de l'humanité : de l'alimentation à l'écologie, à

la santé à la culture, en faisant reculer la domination des multinationales.

Au contraire, la rencontre du G 20 en novembre à Washington n'a pas débouché sur la mise en cause des institutions issues des accords de Bretton-Woods en 1944, FMI et Banque mondiale, pour aller vers leur refonte radicale.

Le G20, tout en réaffirmant le principe de concurrence libre des marchés, s'est limité à appeler à une relance concertée de la croissance par des mesures budgétaires et de politique monétaire. Il prétend simplement améliorer la régulation des marchés financiers, notamment la surveillance des agences de notation, élargir à des pays émergents le Forum de stabilité monétaire sur les normes instaurées en 1999, se retrouver pour un autre G20 en 2009. Mais même sur ces points rien de fondamental encore n'est envisagé.

Ainsi, les agences de notation restent des groupes privés au lieu de devenir publiques. Ou encore, le relèvement des ratios prudentiels des banques, c'est-à-dire du rapport entre le capital et les engagements de crédits, ne concerne pas la qualité des titres des deux ensembles.

Sixième et dernier point : derrière la crise financière, intervient désormais une crise économique mondiale.

Déjà la récession gagne les pays de l'Union européenne et menace les États-Unis, tandis que le chômage remonte très sensiblement. La crise économique serait bien plus importante que celle de 2001. Elle concernerait aussi les pays émergents, même s'il n'y a pas encore de récession mondiale. Dans cette crise mondiale ce sont les grandes monnaies et c'est le dollar lui-même, avec son inflation, qui peuvent être mis gravement en cause.

Cela renvoie surtout à l'endettement formidable des États-Unis, pour les dépenses de leur hégémonie, avec les masses énormes de bons du trésor en dollars des banques centrales européennes et surtout asiatiques. Le très grave risque d'effondrement du dollar, avec son rejet possible par les banques centrales détentrices, poserait le besoin d'interventions publiques d'une radicalité sans précédent.

Cela demande d'avancer au plus tôt vers la véritable refonte alternative d'ensemble du système monétaire et financier international et même des règles de l'économie mondiale.

En conclusion, insistons sur le besoin d'organisations à développer :

- pour de grandes campagnes idéologiques et politiques rassembleuses, sur la nature de la crise financière et pour un autre type de crédit,

- et pour des conférences et rencontres d'élaboration pour des constructions institutionnelles aux différents niveaux, Fonds régionaux, pôle public national, BCE, FMI.

Et surtout il s'agit de les relier à l'impulsion des actions des travailleurs et des citoyens, depuis les entreprises, les services publics, les localités, tout particulièrement sur l'emploi. Des dirigeants du système capitaliste ont dû déclarer qu'il est devenu fou et même qu'il faudrait le refonder ! Le vent de l'histoire souffle et il est en train de tourner. Mais aucun changement ne se fera sans actions larges et persévérantes.

Quelle responsabilité pour toutes les forces de gauche, pour les marxistes et pour les communistes, afin de contribuer à engager un vaste processus de luttes et de transformations émancipatrices, de notre peuple, des peuples européens, des peuples du monde entier, du local au mondial ■